Travail

KOCH Susanne, KUPKA Peter, STEINKE Joß, Aktivierung, Erwerbstätigkeit und Teilhabe. Vier Jahre Grundsicherung für Arbeitslose / SCHRÖDER Lothar, URBAN Hans-Jürgen (eds.), Gute Arbeit. Handlungsfelder für Betriebe, Politik und Gewerkschaften / ZUMBECK Christine, Leiharbeit und befristete Beschäftigung. Betriebs- und Dienstvereinbarungen. Analyse und Handlungsempfehlungen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3607>

DOI : 10.4000/rea.3607

ISBN : 978-2-8218-0876-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

« Travail », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 90 | mars 2009, mis en ligne le 25 mars 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3607> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.3607>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© CIRAC

Travail

KOCH Susanne, KUPKA Peter, STEINKE Joß, **Aktivierung, Erwerbstätigkeit und Teilhabe. Vier Jahre Grundsicherung für Arbeitslose** / SCHRÖDER Lothar, URBAN Hans-Jürgen (eds.), **Gute Arbeit. Handlungsfelder für Betriebe, Politik und Gewerkschaften** / ZUMBECK Christine, **Leiharbeit und befristete Beschäftigung. Betriebs- und Dienstvereinbarungen. Analyse und Handlungsempfehlungen**

RÉFÉRENCE

KOCH Susanne, KUPKA Peter, STEINKE Joß, **Aktivierung, Erwerbstätigkeit und Teilhabe. Vier Jahre Grundsicherung für Arbeitslose**, IAB-Bibliothek, vol. 315, IAB, Nuremberg, 2009, 356 p.

SCHRÖDER Lothar, URBAN Hans-Jürgen (eds.), **Gute Arbeit. Handlungsfelder für Betriebe, Politik und Gewerkschaften**, Bund Verlag, Francfort/Main, 2009, 380 p.

ZUMBECK Christine, **Leiharbeit und befristete Beschäftigung. Betriebs- und Dienstvereinbarungen. Analyse und Handlungsempfehlungen**, 2^e édition avec CD-ROM, Hans Böckler Stiftung, Bund Verlag, Francfort/Main, 2005, 160 p.

- 1 « Un bon travail – beaucoup en rêvent ». Mais de quoi s'agit-il au juste ? Avoir un emploi au lieu d'être au chômage ? Occuper un emploi, quitte à ce qu'il soit précaire ? Avoir de bonnes conditions de travail ? La sécurité de l'emploi ou un bon salaire ? La reconnaissance des compétences et une évolution de la carrière en conséquence ? Une protection active contre les risques sanitaires ? Autre chose encore ? Pour résumer : « une organisation humaine du monde du travail ». Voilà l'objet de cet ouvrage collectif rassemblant les contributions de scientifiques, syndicalistes, représentants du patronat et parlementaires à un processus de réflexion collective lancé à l'initiative du mouvement syndical allemand. Il s'agit de poser les jalons pour une organisation future du travail dans un monde en pleine mutation. Les contributions sont riches également en données chiffrées, qu'on peut consulter parallèlement sur Internet (www.gute-arbeit-praxis.de).

- 2 En complément de ce tour d'horizon, on lira avec profit deux études plus 'sectorielles'. L'une (ZUMBECK) dresse un état des lieux de l'emploi intérimaire et, plus généralement, de toutes les formes d'emploi dites 'atypiques'. Elle passe en revue 110 accords d'entreprise codifiant les droits des salariés (notamment leur représentation) dans ces emplois. Même si l'étude remonte à 2005, elle reste d'actualité. D'une part, parce qu'elle est établie sur un corpus contractuel mis à jour en permanence par la Fondation Böckler, l'institut de recherche de la Confédération syndicale DGB. D'autre part, parce que les débats sur les emplois atypiques, sur la régulation de l'intérim, et surtout la question des salaires (voir REA 86/08) perdurent depuis plusieurs années et que la question liée, celle de l'extension de SMIC légaux, va constituer l'un des thèmes clefs de la campagne électorale pour les élections au Bundestag dont sortira le prochain gouvernement fédéral.
- 3 L'autre étude (KOCH et al.), publiée par l'Institut de recherche sur l'emploi et les métiers, proche de l'Agence fédérale pour l'emploi de Nuremberg, procède à une évaluation de l'impact des réformes Hartz IV entrées en vigueur il y a quatre ans. L'articulation entre aide publique (revenu minimum) et incitation au retour en emploi (obligations faites aux bénéficiaires d'accepter une formation ou un emploi proposé par leur ANPE) qui sous-tend le nouveau régime d'allocation forfaitaire s'appliquant aux demandeurs d'emploi ne bénéficiant plus des allocations chômage (*Arbeitslosengeld II*, voir REA 68/04) s'est-elle révélée adéquate ? Quelles sont les améliorations à y apporter ? Une analyse comportant de précieux enseignements également pour les débats français autour des réformes des régimes des minima sociaux ou de l'indemnisation du chômage... (ib)